

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-TROISIÈME SESSION

*Documents officiels**



PREMIERE COMMISSION
18e séance
tenue le
vendredi 28 octobre 1988
à 10 h 30
New York

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 18e SEANCE

Président : M. ROCHE (Canada)

SOMMAIRE

CELEBRATION DE LA SEMAINE DU DESARMEMENT

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/43/PV.18
1er novembre 1988

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 45.

CELEBRATION DE LA SEMAINE DU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je souhaite la bienvenue aux membres en cette célébration de la Semaine du désarmement. Il y a 10 ans, à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, la communauté internationale a décidé à l'unanimité de consacrer aux objectifs du désarmement une semaine débutant le jour anniversaire de la création des Nations Unies.

C'est pourquoi, pour la dixième fois, nous tenons aujourd'hui cette séance spéciale.

C'est pour moi un grand plaisir et un grand honneur d'accueillir ici S. E. M. Dragoslav Pejic, Vice-Président de l'Assemblée générale à la présente session.

J'ai également le plaisir et l'insigne honneur d'accueillir à la Première Commission S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général des Nations Unies. Depuis longtemps, le Secrétaire général plaide avec courage en faveur de stratégies de la paix qui peuvent engendrer une sécurité durable à l'échelle planétaire. En contribuant à l'apaisement des conflits régionaux, il a eu une influence déterminante sur l'instauration de l'atmosphère positive qui marque aujourd'hui les relations internationales.

L'attribution du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix de l'ONU arrive à point nommé, car elle traduit une sensibilisation universelle au rôle vital que les Nations Unies peuvent jouer dans la cause de la paix, de la sécurité et du désarmement. Comme l'a souligné le Secrétaire général lui-même, il y a quelques jours :

"Les Nations Unies ont toutes les raisons d'être fières. Nous avons assisté à la justification du concept de multilatéralisme."

Le monde est vraiment à un point tournant - qu'il s'agisse des relations Est-Ouest, de l'apaisement des conflits régionaux ou du renouvellement de la confiance dans les Nations Unies -, et notre travail devrait témoigner de ce climat amélioré. Nous devrions nous employer avec plus d'assurance que jamais à créer les conditions de la paix en adoptant à l'égard du désarmement des attitudes plus pragmatiques et plus réalistes.

Le Président

La Première Commission doit se montrer déterminée à trouver des solutions aux principaux problèmes dans différents secteurs, notamment la réduction radicale des armes nucléaires, la réduction des forces conventionnelles, l'adoption d'une convention sur les armes chimiques, la protection du régime de non-prolifération, la limitation des essais, la vérification et le respect des accords.

Le Président

Si nous voulons matérialiser les grands objectifs de l'ONU, nous devons adopter des résolutions et des décisions axées sur des résultats concrets, et mieux exploiter les mécanismes du désarmement. Bref, comme jamais auparavant, nous avons la responsabilité de faire entendre une seule voix, dans des résolutions exprimant un consensus.

Le dixième anniversaire de la Semaine du désarmement nous offre aussi l'occasion d'approfondir notre réflexion sur la nature de la paix.

Il est fort peu probable qu'une quantité excessive d'armements amène le désarmement. Et il y a peu de chances que la famine crée le développement économique et social. La paix doit reposer sur des fondations plus solides.

Mais pour vraiment vouloir et rechercher la paix, à mon avis, il faut bien saisir l'étendue du "territoire commun" de l'humanité. La dernière décennie, en particulier, a fait ressortir les rapports qui caractérisent de plus en plus la vie moderne sur les plans physique, sécuritaire, économique et social. Nous disons maintenant que le monde est "interdépendant". En fait, c'est là une vision très pragmatique de la réalité. Nous courons tous le risque d'être anéantis par les armes nucléaires, ce qui fait que nous devons - logiquement - coopérer pour réduire cette menace. Désormais, les politiques adoptées d'un côté de la planète exercent une action critique sur les systèmes économiques, les prix des produits de base et l'exploitation des ressources de l'autre côté.

Bref, la science et la technologie ont clairement mis en lumière les liens qui régissent les composantes de la vie moderne. Nous pouvons donc constater que la vie repose partout sur une base commune. La Terre n'est qu'un seul habitat - subdivisé bien entendu en différentes nations, cultures et idéologies, mais de plus en plus perçu comme dangereusement fragile ou merveilleusement productif, ne pouvant être assujetti au contrôle d'une seule nation ou société. La voie de la survie est désormais tracée : les dominations politiques, idéologiques ou économiques doivent céder le pas à un nouvel éventail de valeurs culturelles et sociales, afin de protéger les intérêts de notre "territoire commun". Le pragmatisme nous oblige à la coopération.

Ce qui ne veut pas dire que nous parviendrons sans encombre à la sécurité collective. Nous sommes tous conscients des obstacles que créent les positions nationales conflictuelles. Il y a encore trop de méfiance, et pas assez de rapprochements. Trop de craintes encore mêlées à l'espoir. Notre vision ne

Le Président

transcende pas encore les frontières nationales, du moins pas suffisamment. Nous ne sommes pas assez convaincus que la survie de la planète repose sur des stratégies globales.

Néanmoins, il ne fait aucun doute que nous sommes engagés sur la bonne voie. Nous devons consacrer toutes nos énergies à n'en pas dévier afin qu'au seuil du XXI^e siècle, dont seulement 134 mois nous séparent, tous aient droit à l'espoir, à la sécurité et au développement. En nous montrant à la hauteur de la tâche, nous pourrions régénérer l'espoir d'un monde en évolution.

J'ai maintenant le plaisir de donner la parole à l'Ambassadeur Dragoslav Pejic, Vice-Président de l'Assemblée générale, qui va s'adresser à la Première Commission.

M. PEJIC, Vice-Président de l'Assemblée générale (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser ainsi qu'aux représentants des autres délégations les profonds regrets du Président de l'Assemblée générale, M. Dante Caputo, qui pour des raisons indépendantes de sa volonté n'est pas en mesure d'assister à cette importante réunion de la Première Commission à l'occasion de la commémoration traditionnelle de la Semaine du désarmement. Il m'a donc demandé de prendre la parole en cette occasion solennelle. Ceci dit, je tiens à souligner que c'est pour moi un grand plaisir et un honneur que d'intervenir devant cette commission en tant que vice-président de l'Assemblée générale.

Pour la dixième fois consécutive depuis 1978, nous avons l'occasion de commémorer la Semaine du désarmement. Nous le faisons dans un climat propice puisqu'il semble que l'humanité ait pris un tournant en cette époque la plus armée de tous les temps. Jamais auparavant l'âge nucléaire n'avait été témoin d'un accord conclu pour éliminer toute une catégorie de systèmes d'armes. Rarement des négociations sur le désarmement avaient suscité autant d'espoirs qu'aujourd'hui. Plus que jamais auparavant, il y a une vague d'intérêt de l'opinion publique pour le désarmement, vague qui déferle sur les frontières nationales et géographiques. Le monde devient plus interdépendant que jamais. Il n'est plus de nation qui puisse contrôler ses destinées dans un contexte international où il faut éviter les dangers sur les océans, dans l'espace et dans l'atmosphère si l'on veut maintenir la vie sur Terre.

M. Pejic

L'heure n'est pas à l'outrecuidance. Cependant, il est temps de s'atteler à sortir du cercle vicieux de l'accumulation d'armes, de l'insécurité, de la crainte mutuelle et de la rivalité militaire. Il est temps que la recherche de la sécurité unilatérale cède le pas à la quête d'une sécurité non diminuée pour tous. Il est temps d'élaborer les moyens de favoriser une sécurité qui n'utiliserait pas des ressources précieuses et irremplaçables. Il est temps de s'apercevoir que la sécurité devient une gageure face aux menaces, militaires ou non, dont l'ampleur dépasse de loin les moyens de tout pays pris individuellement ou même d'un petit groupe de pays. Il est temps de faire du caractère inévitable de l'interdépendance le gage d'une coopération universelle.

En tant qu'incarnation institutionnelle de cette coopération, l'Organisation des Nations Unies assume une lourde responsabilité. Elle est et doit rester la pièce maîtresse qui favorise l'internationalisme dans lequel le bilatéralisme, le régionalisme et le multilatéralisme peuvent être complémentaires et contribuer mutuellement à la promotion de l'objectif principal de l'Organisation, à savoir le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. C'est l'Organisation qui a le potentiel et la capacité nécessaires pour atteindre cet objectif, comme en témoigne l'attribution du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix des Nations Unies.

Il ne saurait y avoir de sécurité à long terme, ni de paix durable, dans un monde où la guerre est l'attribut permanent de la vie. Les guerres modernes, sous leurs formes les plus diverses, ont mis en danger des populations entières, rompu des chaînes alimentaires, déraciné des infrastructures industrielles, mis en péril des écosystèmes et forcé à fuir beaucoup de gens qui cherchaient simplement à survivre. Le phénoménal tribut en vies humaines dû à ces conflits a fait plus de cinq fois plus de victimes parmi les civils que parmi les combattants. L'immunité contre l'insécurité des conflits endémiques et le droit de vivre dans la paix sont des droits minimums qui doivent être considérés comme sacro-saints par l'Organisation internationale qui a été fondée pour sauver l'humanité du fléau de la guerre. Le règlement des conflits et des situations conflictuelles doit désormais faire partie intégrante de la recherche de la sécurité au niveau le plus bas d'armements et de forces armées.

M. Pejic

Je ne saurais trop insister sur la nécessité de maintenir l'orientation actuelle. Jusqu'à présent, nous avons réussi à créer un meilleur climat politique qui laisse supposer d'autres progrès. Mais nous devons faire en sorte que cette orientation ne soit pas inversée et que la méfiance et le ressentiment ne l'emportent pas à nouveau. Quels que soient les espoirs et l'optimisme d'aujourd'hui, si nous ne sommes pas en mesure de consolider les progrès accomplis dans le domaine du désarmement, nous risquons de perdre l'impulsion acquise, et ce que nous considérons comme un tournant vers un avenir meilleur pourrait n'être qu'une amélioration temporaire.

Tout d'abord, nous devons reconnaître que les efforts de désarmement bilatéraux et multilatéraux sont complémentaires. La relation entre ces deux processus devrait se caractériser par le renforcement mutuel et non par la suspicion et la rivalité.

Nous devons également reconnaître à leur juste valeur les rôles, différents certes mais tout aussi importants, des organes de délibération sur le désarmement et du seul organe de négociations multilatérales, la Conférence du désarmement. Par sa nature, le désarmement général et complet constitue un objectif universel qui n'est réalisable que par la participation de tous les Etats.

Si je puis me permettre de faire un commentaire personnel, en tant que représentant d'un pays non aligné, je soulignerai que le Mouvement des non-alignés, depuis sa création à Belgrade en 1961, considère le désarmement comme l'une de ses priorités, convaincu que c'est le meilleur moyen de renforcer la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, nous sommes heureux de voir que ce processus est engagé aujourd'hui. Cependant, je dois ajouter que, bien que ce processus soit important et valable, il s'inscrit dans un contexte économique international inquiétant, voire alarmant. La stabilité internationale serait inconcevable sans progrès ni développement économique, notamment dans les pays en développement.

Le désarmement n'est jamais une tâche facile qu'il suffit simplement de réaliser. Même les efforts les plus résolus ne permettent pas toujours d'atteindre les résultats escomptés, comme ce fut le cas à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Cependant, comme cela s'est produit souvent, un échec peut être à l'origine de progrès ultérieurs. Je crois qu'au cours de la session, les divergences ont été aplanies et une approche plus

M. Pejic

réaliste en matière de désarmement s'est fait jour, et même si cela ne s'est pas traduit dans un document final, cela contribuera sensiblement à résoudre certains problèmes de désarmement actuels. C'est une occasion que la communauté internationale ne doit pas manquer de saisir.

L'Organisation des Nations Unies est un outil indispensable en matière de désarmement, et son rôle à cet égard devrait être constamment soutenu et renforcé. Ce n'est pas un hasard si la Semaine du désarmement et la Journée des Nations Unies sont célébrées en même temps. La Semaine du désarmement nous permet de réaffirmer notre attachement à la poursuite du désarmement à des niveaux progressivement plus bas d'armement et de forces armées, afin d'instaurer la paix et la sécurité internationales.

Dans le monde d'aujourd'hui, comme dans celui de demain, le prestige ne sera pas fondé sur la force des armes mais plutôt - et de plus en plus - sur l'aptitude à répondre aux attentes et aux besoins de la communauté internationale tout entière.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir d'inviter le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, à prendre la parole devant la Commission.

Le SECRETAIRE GENERAL (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de vos paroles très aimables.

La Semaine du désarmement offre à tous les Etats Membres l'occasion de faire le point de la situation eu égard à la limitation des armements et du désarmement. Elle invite à réfléchir avec un esprit neuf sur les graves questions qui se posent : quels sont les obstacles qui empêchent d'arrêter et d'inverser la course aux armements et comment surmonter ces obstacles?

Pendant les 10 années successives où cette semaine a été célébrée, elle est venue rappeler, ce qui ne laissait pas d'être inquiétant, l'absence de progrès dans ce domaine absolument crucial. Alors que les négociations multilatérales de désarmement piétinent, les arsenaux nucléaires et autres se développent à toute allure. Les progrès implacables de la technologie ont multiplié les armements, ont largement accru leur capacité de destruction et menacé d'étendre la course aux armements à de nouveaux domaines. Nous avons ainsi pu constater qu'en matière de désarmement, l'immobilité est synonyme de recul.

Cette année cependant, nous pouvons célébrer cette semaine avec un esprit plus optimiste. J'ai déjà formulé des observations sur la conclusion et l'application

Le Secrétaire général

du Traité entre l'URSS et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée et sur les perspectives nouvelles de réduction des armes nucléaires stratégiques. Il y a là de réels progrès. Certes, le Traité ne porte que sur une petite partie de la totalité des armements nucléaires. Mais son importance réside en ce qu'il a fait sortir la question de la réduction des armements du domaine de l'utopie pour passer dans le domaine de la réalité. Il a montré qu'il n'est pas impossible d'ouvrir une brèche dans le mur de méfiance et de peur qui se dressait devant toute tentative de limitation des armements. Il a aussi confirmé l'une des hypothèses fondamentales de toute l'entreprise du désarmement, à savoir que la sécurité peut être recherchée et obtenue en diminuant progressivement les niveaux d'armement.

Cette percée dans un domaine s'est accompagnée de progrès tangibles dans un autre. L'Organisation des Nations Unies a réussi à lancer plusieurs processus ou activités diplomatiques dont le but est d'instaurer la paix dans des régions troublées du monde. Le climat de conciliation, qui s'est établi, et le désir sincère de trouver les moyens de résoudre des conflits de longue date ont commencé à influencer sur les comportements et les conceptions des parties intéressées. Des positions arrêtées commencent lentement à faire place à plus de souplesse et plus de tolérance dans la recherche de solutions justes et durables.

Tout cela est directement lié à notre vision du désarmement. Avec le rétablissement d'une certaine confiance sur le plan international, l'opinion publique attend davantage de résultats positifs dans les négociations de désarmement. Il semble plus raisonnable qu'auparavant de penser que la conclusion d'accords au niveau bilatéral peut s'accompagner de progrès parallèles au niveau multilatéral.

Une occasion historique se présente ainsi à nous. Sommes-nous prêts à la saisir? Rien ne nous garantit que nous ne connaîtrons pas de nouveaux revers ou une nouvelle stagnation. N'oublions pas qu'une évolution prometteuse dans le domaine du désarmement des décennies précédentes a été suivie de longues années de paralysie et d'impasse. La conclusion d'un traité partiel d'interdiction des essais nucléaires, il y a 25 ans, et la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, avec son Document final historique, ne sont que deux exemples parmi d'autres. Nous ne pouvons non plus écarter de nos

Le Secrétaire général

esprits que la troisième session extraordinaire, qui a eu lieu cette année, n'a pas abouti. Nous ne pouvons donc sous-estimer les difficultés de notre tâche. Nous connaissons la complexité des questions en jeu, qui sont liées presque inextricablement les unes aux autres. Mais une chose est sûre : avec la volonté politique nécessaire, le noeud gordien peut être tranché.

Le Secrétaire général

On peut prendre comme nouveau point de départ la convergence de vues ou l'atténuation des divergences sur un certain nombre de questions qui ont été observées à la troisième session extraordinaire - et ailleurs. Si nous faisons preuve de pragmatisme et d'une volonté sans défaillance, une vive impulsion peut être donnée à la réduction progressive des armements, tant nucléaires que classiques. L'élan actuel vers la paix doit être maintenu et poursuivi. Ne laissons pas l'amélioration des relations internationales que nous constatons aujourd'hui devenir elle aussi un épisode éphémère. C'est avant tout la réalisation de progrès crédibles dans le désarmement qui garantira que nous abordons une ère nouvelle des affaires internationales annonçant l'aube d'un monde meilleur et plus sûr pour tous.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Secrétaire général, de vos paroles pleines de sagesse, qui sont pour nous une source d'inspiration. Nous vous sommes très reconnaissants d'être venu ici malgré votre emploi du temps chargé. Nous savons que vos responsabilités vous obligent à quitter la Commission maintenant mais, avant votre départ, je voudrais, au nom de la Commission et en mon propre nom, vous remercier vivement d'avoir bien voulu participer à cette réunion importante consacrée à la célébration de la Semaine du désarmement.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Wilbert Kumaliya Chagula, Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie, qui va faire une déclaration en sa qualité de président du Groupe des Etats africains.

M. CHAGULA (République-Unie de Tanzanie) (interprétation de l'anglais) : Au nom des Etats africains, j'ai l'honneur et le plaisir de prendre la parole à la Première Commission à l'occasion de la célébration de la Semaine du désarmement. Il est encourageant de noter que cette célébration nous donne, entre autres choses, encore une fois l'occasion de réfléchir au rôle de l'Organisation des Nations Unies qui s'efforce de

"préserver les générations futures du fléau de la guerre"
et d'insister sur ce rôle.

Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale prend de plus en plus conscience des menaces auxquelles la survie de l'humanité est exposée. Rien, cependant, ne pourrait plus menacer la communauté internationale que la poursuite de la course aux armements et, en particulier, de la course aux armements

M. Chagula (Tanzanie)

nucléaires. Les récents progrès constatés dans les négociations bilatérales entre les deux superpuissances ont renforcé les espoirs de voir se réaliser une percée dans les domaines du désarmement nucléaire et de la sécurité internationale. Le Traité conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée - le Traité FNI -, premier accord qui ait jamais été conclu en vue d'éliminer toute une catégorie d'armes nucléaires, a été accueilli avec satisfaction et applaudi par la communauté internationale tout entière. Il faut cependant regretter que le Traité ne porte que sur une petite fraction de la totalité des arsenaux nucléaires dont disposent les deux superpuissances. L'humanité continue donc de vivre sous l'ombre menaçante d'un holocauste nucléaire.

A ce propos, au moment où nous célébrons la Semaine du désarmement, nous ne pouvons nous permettre de relâcher notre vigilance dans notre quête du désarmement général et complet. On aurait tort de croire encore que l'on peut parvenir à la paix et à la sécurité par la réalisation d'un équilibre stratégique des armes nucléaires entre les grandes puissances nucléaires, car la sécurité ne peut être obtenue par la force des armes, mais par le respect du droit international et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies. Si nous acceptons la coexistence pacifique, comment pourrions-nous justifier notre poursuite d'une voie menant à notre autodestruction?

Nous sommes, certes, tous encouragés par le nouvel espoir suscité par les négociations bilatérales entre les deux superpuissances, mais nous sommes consternés de voir que le rôle effectif du multilatéralisme dans les efforts de désarmement ne cesse de se dégrader. Nous sommes particulièrement déçus par la triste issue de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Bien que cette session ait été convoquée à un moment où l'élan vers la paix et le désarmement se renforçait et où, en fait, les relations internationales étaient marquées par une évolution positive, ses résultats n'ont pas répondu à nos espoirs et ont porté un coup brutal au rôle du multilatéralisme dans ce domaine.

La lenteur décevante des progrès réalisés dans les organes multilatéraux de désarmement des Nations Unies sur les principales questions prioritaires montre encore une fois que les grandes puissances s'efforcent délibérément de mettre en échec le rôle de cet organe international dans le domaine du désarmement. Nous

M. Chagula (Tanzanie)

devons rappeler à ces puissances que, bien que la responsabilité de l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire leur incombe directement, nous sommes en fait tous concernés. Chaque pays, grand ou petit, a non seulement le droit mais le devoir de faire activement des efforts pour empêcher la catastrophe ultime de l'holocauste nucléaire. Nous habitons tous sur la même planète et un holocauste nucléaire mondial nous éliminerait tous - les grands comme les petits pays. La communauté internationale ne saurait par conséquent rester simple spectatrice quand sa survie est en danger. C'est ce qui a incité l'Inde, le Mexique, la Grèce, l'Argentine, la Suède et la Tanzanie à lancer leur Initiative de paix des six nations pour contribuer aux efforts de désarmement déployés dans le monde.

Nous considérons que les initiatives régionales de désarmement constituent un apport important à l'effort global vers un désarmement général et complet. A cet égard, nous reconnaissons que la création de zones exemptes d'armes nucléaires et de centres régionaux de désarmement est un élément vital du processus du désarmement. Nous demandons donc le renforcement du Centre régional pour la paix et le désarmement en Afrique, sis à Lomé, au Togo. En outre, nous demandons, en particulier, la dénucléarisation de l'Afrique. En adoptant la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réunis au Caire en 1964, se sont résolument engagés à empêcher l'introduction d'armes nucléaires en Afrique. Nous sommes par conséquent très inquiets de voir que le régime raciste de l'Afrique du Sud a pu, grâce à la complicité et à la collaboration de certains pays, acquérir la capacité nucléaire. Cette capacité nucléaire aux mains du régime raciste de Pretoria va incontestablement à l'encontre des objectifs de la Déclaration africaine et fait de toute évidence obstacle aux efforts tentés par les pays africains en faveur du désarmement, de la paix, de la sécurité et du développement. Les peuples d'Afrique, déjà aux prises avec des questions prioritaires telles que la survie économique et la décolonisation, ne souhaitent pas voir leurs problèmes aggravés par l'introduction d'armes nucléaires en Afrique.

L'un des objectifs de la Semaine du désarmement est de mettre au premier plan les problèmes qui continuent de nous préoccuper tous dans notre recherche de la paix, du désarmement et de la sécurité internationale. Une opinion publique bien informée joue un rôle vital dans nos efforts de désarmement. Les Etats africains continuent d'appuyer la Campagne mondiale de désarmement et les autres initiatives

M. Chagula (Tanzanie)

des Nations Unies visant à sensibiliser l'opinion publique mondiale au problème du désarmement. A cet égard, il importe d'appeler l'attention de l'opinion publique mondiale sur la nouvelle menace à laquelle doivent faire face les populations des pays africains et d'autres pays en développement.

M. Chagula (Tanzanie)

Il s'agit de la question du déversement de déchets industriels et nucléaires dans nos pays. Les eaux territoriales africaines sont devenues un champ d'épandage où quelques grandes sociétés transnationales déversent leurs déchets dangereux. Ces sociétés ont malheureusement profité des difficultés économiques de certains pays africains pour se livrer à des activités illégales de déversement clandestin de déchets nocifs sans tenir compte des conséquences que pourraient avoir ces derniers sur la santé humaine et l'environnement. Parmi les problèmes liés à ces déversements, on trouve l'infection des tissus humains par les résidus toxiques soit par un rayonnement direct, soit par un contact avec les matières contaminées. Les effets à long terme de ces rayonnements sont d'autant plus inquiétants qu'un grand nombre de pays africains ne sont pas techniquement équipés pour les détecter et s'en protéger.

La communauté internationale devrait condamner résolument ces pratiques sans scrupules en tant que crime contre l'humanité et exiger qu'il soit mis fin immédiatement aux transports transfrontières illégaux des déchets dangereux. Le fait que l'Afrique soit la cible de ces déversements prouve le peu de cas qui est fait de la dignité et du sort des Africains. Nous espérons pour le moins que la communauté internationale se fera l'écho de la protestation massive de l'opinion publique contre ces pratiques immorales et de leur condamnation collective.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant du Koweït, M. Al-Zawawi, qui va intervenir au nom du Groupe des Etats asiatiques.

M. AL-ZAWAWI (Koweït) (Groupe des Etats asiatiques) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser les excuses de l'Ambassadeur du Koweït, M. Abulhasan, qui n'a pas pu assister personnellement à cette séance en raison d'éléments indépendants de sa volonté. Il m'a demandé de vous adresser ce discours.

"Au nom de Dieu clément et miséricordieux, c'est pour moi un grand honneur de prendre la parole devant la Première Commission au nom du Groupe des Etats asiatiques à l'occasion de la célébration de la Semaine du désarmement, qui est implicitement une commémoration annuelle de la création de l'Organisation des Nations Unies. Cette semaine a pour objectif d'instaurer un climat propre à faire progresser le désarmement et à sensibiliser l'opinion publique internationale aux dangers de la course aux armements.

M. Al-Zawawi (Koweït)

Depuis quelques semaines, les médias rapportent les nouvelles sur les efforts internationaux déployés afin de sauver trois baleines prisonnières de la glace en Alaska. L'intervention d'un brise-glace soviétique, il y a quelques jours, a donné une ampleur internationale à cet événement qui, en lui-même, est révélateur de la nature du climat international, et notamment des relations entre les deux superpuissances.

Cette coopération internationale ouvre de nouvelles perspectives à la coopération entre les deux superpuissances avec des répercussions positives sur l'humanité. N'est-il pas grand temps que les hommes bénéficient d'une telle coopération afin de leur éviter le danger d'un holocauste nucléaire? Ne serait-il pas préférable que cette coopération intervienne en faveur de la paix, dont les principales composantes sont le désarmement, la sécurité et le développement? La relation entre ces trois composantes a toujours préoccupé l'Organisation internationale. Elles représentent en effet la condition nécessaire pour la stabilité mondiale et à laquelle les Etats asiatiques attachent une grande importance car elles constituent les objectifs de la Conférence sur la relation entre le désarmement et le développement.

La première résolution qu'a adoptée l'Organisation des Nations Unies avait trait au désarmement, c'est-à-dire à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et au désarmement nucléaire.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'adopter des mesures réelles de désarmement pour des raisons économiques, écologiques, politiques et autres, et aussi pour préserver l'humanité de la menace d'une destruction nucléaire. En tant que membres de la communauté internationale, nous avons un rôle important à jouer en matière de désarmement, dont, par exemple, la nécessité de sensibiliser l'opinion publique internationale à ce sujet. Nous devons ici féliciter l'Organisation des Nations Unies et ses diverses institutions pour les efforts qu'elles ont déployés afin de sensibiliser de larges secteurs de l'opinion publique internationale par le biais de la célébration de la Semaine du désarmement. Les Etats au nom desquels je parle oeuvrent efficacement à sensibiliser l'opinion publique à ce sujet. Nous demandons à l'Organisation internationale et à ses différents organes d'intensifier leurs efforts dans ce domaine crucial.

M. Al-Zawawi (Koweït)

Par ailleurs, nous devons également inciter les deux superpuissances à poursuivre leur dialogue constructif et contribuer à leurs négociations bilatérales qui ne manqueront pas d'avoir des effets positifs sur les négociations multilatérales de désarmement classique et nucléaire sur le plan international, régional, et sous-régional. Leurs négociations auront également des effets favorables sur la non-prolifération de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et sur tous les sujets du désarmement qui sont abordés dans la Conférence sur la relation entre le désarmement et le développement. Toute action de ce genre renforcerait la paix et la sécurité internationales et accroîtrait la capacité qu'a l'Organisation de jouer son rôle et de réaliser ses principaux objectifs.

De ce fait, il incombe à la Première Commission une responsabilité toute particulière car elle traite d'un sujet crucial, le désarmement et la sécurité internationale. Nous devons par conséquent profiter de l'évolution positive de la situation internationale afin d'aboutir à des accords essentiels en matière de désarmement et en faveur du développement, de la sécurité et de la paix, d'autant plus que cette détente internationale s'est répercutée d'une manière favorable sur les conflits régionaux.

Cela représente pour les Nations Unies et pour les organismes multilatéraux de négociation internationaux et régionaux une occasion d'exploiter leurs énormes potentialités afin de mettre en oeuvre les nobles buts et principes de la Charte.

Enfin, nous espérons que la célébration de cette semaine du désarmement ne sera pas un exercice inutile mais contribuera efficacement à renforcer la paix et la sécurité dans le monde."

Le PPRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, M. Oudovenko, Président du Groupe des Etats d'Europe de l'Est.

M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine), Président du Groupe des Etats d'Europe de l'Est (interprétation du russe) : Nous sommes heureux de constater que la commémoration de la Semaine du désarmement a lieu cette année dans le cadre d'une situation internationale favorable. Le nouveau mode de pensée politique, qui est un trait de plus en plus dominant de la situation mondiale, a permis d'obtenir ces derniers mois des résultats impressionnants dans le domaine du désarmement.

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

L'entrée en vigueur du Traité conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée moyenne et à plus courte portée, le Traité FNI, est un événement d'importance historique. Cette avancée a confirmé que l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires et de violence n'est pas une utopie mais peut devenir une réalité.

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

Le sommet de Moscou a permis de faire progresser l'élaboration d'accords importants sur les problèmes du désarmement. Il existe maintenant une véritable perspective pour conclure rapidement un traité soviéto-américain portant réduction de 50 % et sur la limitation des armes stratégiques offensives compte tenu du respect du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques dans l'état où il a été signé en 1972. La mise en oeuvre de ces accords renforcera de manière décisive la stabilité dans le monde et confèrera un élan puissant au processus de désarmement. Des progrès ont été réalisés aux négociations soviéto-américaines sur la limitation et ultérieurement, la cessation des essais nucléaires.

Nous avons noté avec satisfaction que la communauté internationale a enfin abordé l'élaboration d'une convention mondiale sur l'interdiction complète et générale des armes chimiques et sur leur élimination. La future convention qui incarne l'équilibre des intérêts des Etats est appelée à devenir un événement très important dans la solution des problèmes très complexes du désarmement grâce à la diplomatie multilatérale. On peut s'attendre à ce que cette convention soit signée dans un avenir très proche. Cela est tout à fait possible si tous les participants aux négociations font preuve de la volonté politique nécessaire pour atteindre un accord. L'on peut également atténuer la confrontation dangereuse en Europe et limiter les armes classiques sur ce continent. Un consensus international se dessine dans le domaine de la vérification et des progrès sensibles ont été réalisés relatifs à un accroissement de la confiance et à une plus grande ouverture dans le domaine militaire.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a permis d'approfondir le dialogue. Elle a prouvé que la communauté internationale s'intéressait de plus en plus aux résultats pratiques dans le domaine du désarmement et a élargi les limites de la compréhension mutuelle en ce qui concerne la très grande majorité des problèmes dont il a été question.

Mais il serait erroné de fermer les yeux sur le fait que la course aux armements se poursuit. Il existe encore d'immenses stocks d'armes de destruction massive. Les négociations sur le désarmement ne progressent pas aussi rapidement qu'elles le devraient. C'est pour cette raison qu'il faut intensifier les efforts de la communauté internationale pour que le processus du désarmement soit permanent, ininterrompu et de plus en plus approfondi.

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

L'Organisation des Nations Unies peut jouer à cet égard un rôle inestimable. L'internationalisation des efforts dans le domaine du désarmement constitue une exigence objective, car la sécurité par le désarmement ne peut être assurée que grâce à des actes conjoints en étroite coopération avec tous les Etats.

Les Nations Unies sont appelées à jouer un rôle irremplaçable pour définir les orientations fondamentales qui doivent mener à un monde dénucléarisé et créer une atmosphère politique dont les caractéristiques seraient la confiance et la compréhension mutuelle, la transparence, l'ouverture et la prévisibilité dans les affaires internationales. Les Nations Unies deviennent une instance qui va permettre de trouver un équilibre dans les intérêts des Etats et d'unir leurs efforts pour harmoniser la position de tous les groupes d'Etats.

Nous constatons avec satisfaction que ces derniers temps, les activités d'information et d'éducation des Nations Unies dans le domaine du désarmement ont incontestablement progressé; il y a eu également des mesures de mobilisation de l'opinion publique pour favoriser et appuyer le désarmement. La campagne mondiale du désarmement et la Semaine annuelle du désarmement apportent une contribution positive, car elles permettent d'attirer l'attention des peuples du monde sur le caractère urgent du problème du désarmement et sur la prévention d'une catastrophe nucléaire qui serait suicidaire.

Cela a été à nouveau confirmé au cours de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement lorsque s'est tenu le Forum des organisations non gouvernementales. En fait, l'Assemblée générale de l'opinion publique mondiale siégeait à ce moment-là. Elle a montré l'énergie croissante des forces éprises de paix sur toute la planète et leur préoccupation concernant l'avenir de l'humanité.

A notre avis, il faut augmenter et renforcer les activités d'information et d'éducation des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Sur les plans mondial, régional et national, il importe d'accorder la priorité à une destruction objective, totale et fidèle des efforts multilatéraux et bilatéraux qui visent à réduire les armes stratégiques offensives, à empêcher la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, à interdire de manière générale et complète les essais nucléaires, à détruire les armes nucléaires chimiques et autres armes de destruction massive, à diminuer les forces armées et les armes classiques, à

M. Oudovenko (RSS d'Ukraine)

réduire les dépenses militaires et à résoudre enfin d'autres questions importantes de sécurité et de désarmement.

Les activités d'information et d'éducation des Etats Membres des Nations Unies en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement doivent contribuer à la prise de conscience générale des dangers inhérents à tous les aspects de la course aux armements, à la menace de la guerre, notamment de la guerre nucléaire. Ces activités sont appelées à contribuer au renforcement de la conviction des peuples du monde de ce que la guerre nucléaire ne doit jamais être déclenchée, qu'elle ne saurait avoir de vainqueur; il importe par conséquent de prévenir toute guerre, qu'elle soit de type nucléaire ou classique.

La création d'un monde sûr exige de nouveaux modes de pensée et une approche novatrice en ce qui concerne les problèmes de la guerre et de la paix et suppose une destruction totale des armes nucléaires, aussi bien que le refus de la conception de dissuasion nucléaire et de la politique de force ou de menace de force dans les relations internationales. L'attention de l'opinion mondiale devrait se porter sur le développement du processus de désarmement, sur l'inadmissibilité de l'escalade de la course aux armements, sur la relation entre le désarmement et le développement et sur la nécessité d'un désarmement général et complet sous contrôle strict et efficace.

Les nombreuses mesures entreprises dans le cadre de la Semaine du désarmement dans les pays de l'Europe de l'Est ont confirmé que l'opinion publique de ces Etats souhaite vivement obtenir des résultats pratiques dans le domaine du désarmement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République dominicaine, l'Ambassadeur Hernandez Sanchez, qui parlera au nom du Groupe des pays latino-américains et des Caraïbes.

M. HERNANDEZ SANCHEZ (République dominicaine) (interprétation de l'espagnol) : C'est pour moi un grand honneur de m'adresser à cette Première Commission en ma qualité de président du Groupe des pays latino-américains et des Caraïbes, à l'occasion de la célébration de la Semaine mondiale du désarmement, suivant une tradition établie par l'Assemblée générale lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le problème de la course aux armements est un problème qui nous concerne tous, nous les hommes et les femmes de cette terre.

M. Hernández Sanchez (Rép. dominicaine)

Même s'il s'agit là d'une responsabilité quasi universelle, il ne faut pas oublier qu'elle n'est pas également répartie. Plus de la moitié des 900 milliards de dollars consacrés chaque année à des fins militaires incombe aux superpuissances, plus de 80 % aux pays industrialisés, y compris les superpuissances.

On a calculé qu'au cours des années qui se sont écoulées depuis 1945 jusqu'à aujourd'hui, il y a eu plus de 150 guerres dans le monde auxquelles ont été mêlés quelque 90 pays.

Le potentiel militaire, nucléaire et classique stocké est quelque chose qui dépasse l'entendement, qui semble échapper à toute logique et à tout sens des proportions.

M. Hernandez Sanchez (Rép. dominicaine)

Tous les pays industrialisés en général ont la responsabilité primordiale de mettre en place un nouvel ordre économique international car ce sont eux qui bénéficient pour une large part de celui qui existe actuellement, et qui est injuste pour les pays en développement dans la mesure où il se fonde sur un type d'échanges profondément inégal et sur une situation d'interdépendance asymétrique entre le Nord et le Sud. Il constitue donc, en raison de cette énorme injustice, une source d'insécurité et d'agitation internationales.

Les pays développés doivent comprendre que le développement et la sécurité sont deux objectifs intimement liés pour la communauté internationale, qu'il ne saurait y avoir de sécurité véritable fondée sur la crainte, de même qu'il ne saurait y avoir de sécurité si la faim, la misère, la maladie et l'analphabétisme persistent, et qu'un ordre économique international plus juste, équilibré et symétrique dans les relations commerciales et financières internationales constituerait le préalable indispensable à la sécurité et réduirait la nécessité de mener une course aux armements dans le monde entier.

La signature du Protocole sur l'échange des instruments de ratification du Traité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée est un événement encourageant. Ainsi, pour la première fois, il sera possible d'éliminer une catégorie complète d'armes nucléaires et de fixer de nouvelles normes pour la limitation des armements. Cependant, nous estimons que l'Organisation des Nations Unies, symbole universel de multilatéralisme, doit jouer un rôle primordial dans la réalisation de la sécurité mondiale, comme le stipule sa propre charte.

L'Amérique latine est connue et souvent citée en raison du Traité de Tlatelolco et de ses deux protocoles additionnels qui font de cette région la première région habitée qui ait volontairement renoncé à la nucléarisation et autorisé le développement de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques. C'est pour cette raison que nous avons toujours appuyé la création de zones exemptes d'armes nucléaires à des fins militaires.

Nous accueillons avec satisfaction la détermination dont ont fait preuve, à maintes reprises, les plus hautes autorités des superpuissances et des pays industrialisés de parvenir à des accords internationaux relatifs à l'interdiction de l'emploi des armes chimiques et biologiques. Cependant, si aucun accord n'est

M. Hernandez Sanchez (Rép. dominicaine)

conclu sur l'interdiction et la condamnation de la fabrication et de la diffusion de ces armes, nous sommes convaincus que cette tâche sera sinon impossible du moins très difficile à réaliser.

Le Groupe latino-américain et des Caraïbes saisit l'occasion de la célébration de cette semaine du désarmement pour souligner une fois encore les travaux accomplis par l'Organisation des Nations Unies, notamment les efforts de son secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, en faveur de la paix dans le monde. A ce jour, ni les armes nucléaires ni les armes classiques les plus complexes n'ont pu empêcher le déclenchement de plus de 150 guerres depuis la deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas la théorie de la supériorité d'une nation sur une autre, l'équilibre de la terreur, qui garantit la sécurité. Car la crainte n'est pas la sécurité. La sécurité signifie la paix, et il n'y aura jamais de paix tant que nous n'aurons pas éliminé une fois pour toutes la faim, la misère, l'analphabétisme, le racisme et l'injustice qui persistent.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Australie, M. Peter Hohenfellner, Président du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

M. HOHENFELLNER (Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur et le plaisir de prendre la parole à la Première Commission au nom des Etats d'Europe occidentale et autres Etats au moment où nous célébrons la Semaine du désarmement.

Il y a 10 ans, la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a proclamé l'anniversaire de la création des Nations Unies comme journée d'ouverture de la Semaine annuelle du désarmement. La célébration de la Semaine du désarmement donne à tous l'occasion de réfléchir non seulement aux aspirations fondamentales de l'humanité, à la liberté, à la justice et à la paix mais également à d'autres questions pertinentes telles que la sécurité.

Lorsque l'Ambassadeur Pugliese d'Italie a pris la parole à la Première Commission l'année dernière, il s'est senti honoré de parler à un moment où des signes encourageants apparaissaient dans les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des armes nucléaires.

Douze mois plus tard, nous sommes heureux de constater que l'amélioration des relations Est-Ouest a abouti à des résultats notables, en créant notamment un

M. Hohenfellner

climat favorable à de nouveaux progrès dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement et au renforcement de la paix et de la sécurité.

Des progrès ont été réalisés dans le domaine de la réduction des armes nucléaires le 1er juin de cette année, lorsque les Etats-Unis et l'Union soviétique ont échangé les instruments de ratification, mettant en vigueur le Traité sur l'élimination des forces nucléaires à portée intermédiaire et à plus courte portée, éliminant ainsi pour la première fois dans l'histoire toute une catégorie d'armes nucléaires.

En outre, les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à entreprendre la tâche, encore plus difficile, de conclure et de mettre en oeuvre le Traité sur la réduction des armes stratégiques, qui permettrait de réduire de 50 % les armes stratégiques offensives des deux parties.

La communauté internationale se félicite également de l'accord obtenu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la notification du lancement de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles balistiques lancés à partir de sous-marins.

La troisième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement constitue un autre événement significatif de ces 12 derniers mois. Même si elle n'a pas été en mesure d'aboutir à un document de clôture, cette session de l'Assemblée générale a permis à un grand nombre de chefs d'Etat / a de gouvernement de même qu'à des ministres des affaires étrangères, d'exposer leurs idées fondamentales et leurs stratégies en matière de paix et de désarmement. En outre, la procédure utile suivie à la troisième session extraordinaire, au cours de laquelle de nombreuses délégations ont persisté de manière intensive, et jusqu'au dernier moment, dans la recherche de domaines de convergence, partageant leurs vues sur l'action future à mener en faveur du désarmement, ne saurait être minimisée. Les propositions présentées à la troisième session extraordinaire devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi, qui pourrait aboutir à de nouveaux domaines d'accords et de consensus.

Un autre effort visant à instaurer la confiance en est actuellement à sa phase ultime à Vienne, où des membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe participent à des négociations intensives afin de mener à bien la réunion de suivi de Vienne du processus d'Helsinki.

M. Hohenfellner

Il importe enfin de mentionner la prochaine Conférence de Paris, qui contribuera à renforcer l'interdiction générale de l'emploi des armes chimiques. La convocation de la Conférence, qui doit se dérouler à Paris du 7 au 11 janvier 1989 et dont se sont félicités le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, devrait aboutir à la confirmation solennelle par toutes les parties de leur adhésion totale au Protocole de Genève de 1925 et devrait par ailleurs réaffirmer le caractère urgent des négociations relatives à une convention prévoyant l'interdiction complète des armes chimiques actuellement en cours à Genève.

Tous les événements que je viens de mentionner auront contribué à créer un climat politique positif qu'il convient non seulement de préserver mais de consolider.

La célébration de la Semaine du désarmement qui se déroule dans une atmosphère particulièrement favorable devrait, plus que jamais par le passé, offrir l'occasion utile de promouvoir les objectifs du désarmement. Elle devrait également rappeler le rôle important que jouent les Nations Unies dans la restauration de la paix dans de nombreuses régions du monde.

Les membres du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats sont disposés à continuer de coopérer de façon constructive aux efforts ultérieurs de désarmement qui permettront de renforcer la confiance et la sécurité et d'aboutir à une paix internationale durable. C'est dans cet esprit que nous participons à la célébration de la Semaine du désarmement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi s'achève la célébration de la Semaine du désarmement.

La séance est levée à 11 h 50.